



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.624/4
du 16 janvier 2013

sur

un projet d'arrêté royal
'concernant les
communications et
notifications par les
propriétaires ou exploitants de
navires enregistrés qui sont
requisés quand ils font appel à
une entreprise de sécurité
maritime'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.624/4
van 16 januari 2013

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
mededelingen en meldingen
door de geregistreerde
eigenaars of exploitanten van
schepen die vereist zijn
wanneer zij beroep doen op
een maritieme
veiligheidsonderneming'

Le 20 décembre 2012, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'concernant les communications et notifications par les propriétaires ou exploitants de navires enregistrés qui sont requises quand ils font appel à une entreprise de sécurité maritime'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 janvier 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 janvier 2013.

*

Op 20 december 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de mededelingen en meldingen door de geregistreerde eigenaars of exploitanten van schepen die vereist zijn wanneer zij beroep doen op een maritieme veiligheidsonderneming'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 januari 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État tend à donner exécution aux articles 3, 1^o, 4 et 5 de la loi du ... 'portant diverses mesures relatives à la lutte contre la piraterie maritime' ¹.

Ce projet a été adopté par le Sénat lors de sa séance plénière du 21 décembre 2012 et a été transmis à la Chambre des représentants en vue de sa sanction royale ².

La section de législation du Conseil d'État n'a eu connaissance ni de sa sanction ni de sa promulgation, lors de l'examen de ce projet.

C'est sous cette réserve que le texte est examiné.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} doit mentionner le nouvel intitulé de la loi.
2. L'accomplissement de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise, est visé à l'alinéa 3 du préambule. Aucun document relatif à cet examen préalable ne figure d'ailleurs dans le dossier joint à la demande d'avis.

S'agissant d'un projet d'arrêté royal qui ne doit pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des ministres, le projet examiné est toutefois dispensé de cet examen préalable par l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

Mieux vaut dès lors omettre l'alinéa 3 du préambule.

¹ En effet, un nouvel intitulé du projet a été ultérieurement adopté au cours des travaux parlementaires. Voir *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2509/3 et Sénat, 2012-2013, n° 5-1906, 1 à 3.

² *Ann. parl.*, Sénat, 2012-2013, 21 décembre 2012, n° 5-86, p. 14.

3. Il en va de même de l'avis de l'Inspecteur des Finances, visé à l'alinéa 2 du préambule, pour autant que le projet soit bien dépourvu d'impact budgétaire. Dans le cas contraire, il devra être également soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre de l'Intérieur et à l'accord du Ministre du Budget.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. À l'alinéa 1^{er}, pour plus de lisibilité, mieux vaut faire suivre la mention de « la loi du ... » des mots « ci-après la loi » afin de simplifier la rédaction de l'article 2 du projet.

2. À l'alinéa 2, il est exigé de procéder « par recommandé » pour la communication du contrat concerné au Ministre de l'Intérieur. Cette exigence n'est toutefois pas prévue pour ce qui concerne la communication du même contrat au ministre qui a le Transport maritime dans ses attributions.

La section de législation n'aperçoit pas d'explication de cette différence.

3. Sous réserve de l'observation qui précède, il est préférable d'écrire « envoi postal recommandé » plutôt que « recommandé ».

4. Dans la version française de l'alinéa 3 du projet, il convient de remplacer le terme « notification » par le terme « communication » afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du texte en projet dans ses deux versions.

Article 2

1. L'article 2, § 1^{er}, du projet, dispose que

« Les notifications visées aux articles 4 et 5 de la loi [...] portant diverses mesures pour la lutte contre la piraterie maritime concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution, sont faites au Directeur général de la Direction générale Transport maritime du SPF Mobilité et Transports et au service chargé de l'inspection de l'État du pavillon de la Direction générale susmentionnée, par les numéros de téléphone ou les adresses de courriel déterminées à cet effet par le service susmentionné ».

Les articles 4 et 5 de la loi prévoient des régimes de notification qui diffèrent sensiblement l'un de l'autre, ces différences étant justifiées par la nature des informations qui doivent être communiquées. Il s'agit à l'article 4 de la loi de la notification préalable des données de chaque voyage pour lequel il est fait appel une entreprise de sécurité maritime et, à l'article 5, il s'agit de la notification immédiate de certains incidents survenus durant ces voyages.

Il serait dès lors préférable d'y consacrer également deux dispositions distinctes dans le projet examiné, en tenant compte des remarques suivantes :

- pour ce qui concerne les notifications préalables prévues à l'article 4 de la loi, il semble inutilement lourd d'imposer de notifier les mêmes informations tant au Directeur général de la Direction général Transport maritime du SPF Mobilité et Transports qu'au service chargé de l'inspection de l'État du pavillon qui fait partie de cette même direction générale ; l'article 4 de la loi n'envisage d'ailleurs qu'une notification à un service, et non à deux ;

- pour ce qui concerne les notifications « sans délai » prévues à l'article 5 de la loi, ce dernier dispose déjà qu'elles doivent être faites au Centre de crise du Gouvernement ; il n'est donc pas conforme à cette disposition légale de prévoir qu'elles doivent être faites aux deux services précités du SPF Mobilité et Transports ;

- les modalités de communication des numéros de téléphone ou adresses de courriel auxquels ces notifications sont faites doivent être définies avec plus de précision (par exemple, lors de l'envoi d'un accusé de réception faisant suite à la communication des contrats, visée à l'article 3 de la loi, ou par la publication d'un avis au *Moniteur belge*).

2. À l'article 2, § 2, deuxième tiret, il convient d'utiliser le terme « débarquement » au lieu du terme « désembarquement » lequel signifie en français l'action de débarquer des passagers avant le départ.

OBSERVATION FINALE

L'auteur du projet veillera à ne pas procéder à l'adoption définitive et à la publication du projet examiné avant celles de la loi qui lui procure son fondement légal.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ter fine van advies is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State beoogt uitvoering te geven aan de artikelen 3, 1°, 4 en 5 van de wet van ... 'houdende diverse maatregelen betreffende de strijd tegen maritieme piraterij'¹.

De Senaat heeft dit wetsontwerp op zijn plenaire vergadering van 21 december 2012 aangenomen en het aan de Kamer van volksvertegenwoordigers overgezonden met het oog op bekrachtiging door de Koning.²

Toen dit ontwerpbesluit onderzocht is, was de afdeling Wetgeving van de Raad van State er niet van op de hoogte of de wet in kwestie al bekrachtigd of afgekondigd was.

Het is onder dat voorbehoud dat de tekst wordt onderzocht.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid behoort het nieuwe opschrift van de wet te worden vermeld.
2. In het derde lid van de aanhef wordt melding gemaakt van het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is. Het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevat echter geen enkel document met betrekking tot dat voorafgaand onderzoek.

Aangezien het een ontwerp van koninklijk besluit betreft dat niet het voorwerp moet uitmaken van overleg in de Ministerraad, is het voorliggende ontwerp evenwel vrijgesteld van dat voorafgaand onderzoek krachtens artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van

¹ In de latere fase van de parlementaire voorbereiding is het wetsontwerp immers van een nieuw opschrift voorzien. Zie *Parl.St.*, Kamer 2012-2013, nr. 53-2509/3 en Senaat 2012-2013, nr. 5-1906, 1 tot 3.

² *Hand.* Senaat, 2012-2013, 21 december 2012, nr. 5-86, 14.

de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’.

Het verdient derhalve aanbeveling om het derde lid van de aanhef te schrappen.

3. Hetzelfde geldt voor het advies van de Inspecteur van Financiën, waarvan sprake in het tweede lid van de aanhef, mits het ontwerp geen budgettaire impact heeft. In het tegenovergestelde geval behoort het eveneens om advies te worden voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de minister van Binnenlandse Zaken en voor akkoordbevinding aan de minister van Begroting.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Ter wille van de leesbaarheid verdient het aanbeveling om in het eerste lid na de woorden “de wet van ...” de woorden “hierna de wet genoemd” te laten volgen, teneinde de redactie van artikel 2 van het ontwerp te vergemakkelijken.

2. In het tweede lid wordt bepaald dat de mededeling van de desbetreffende overeenkomst aan de minister van Binnenlandse Zaken “aangetekend” verstuurd moet worden. Deze verplichting wordt evenwel niet opgelegd wat betreft de mededeling van dezelfde overeenkomst aan de minister bevoegd voor het maritiem vervoer.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de reden is voor dit onderscheid.

3. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerking, verdient het aanbeveling te schrijven “bij een ter post aangetekende zending” in plaats van “aangetekend”.

4. In de Franse versie van het derde lid van het ontwerp behoort het woord “notification” vervangen te worden door het woord “communication”, teneinde de samenhang tussen beide versies van de ontworpen tekst in zijn geheel te bevorderen.

Artikel 2

1. Artikel 2 , § 1, van het ontwerp luidt als volgt:

“De meldingen bedoeld in de artikels 4 en 5 van de wet van xxx houdende diverse maatregelen voor de bestrijding van maritieme piraterij betreffende aangelegenheden als bedoeld door artikel 78 van de Grondwet worden gedaan aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Maritiem Vervoer van de FOD Mobiliteit en Vervoer en aan de dienst belast met de vlaggenstaat inspectie van het bovenvermelde Directoraat-generaal, via de telefoonnummers of mail adressen die daartoe door de bovenvermelde dienst worden vastgesteld.”

In de artikelen 4 en 5 van de wet worden wijzen van mededeling beschreven die onderling erg van elkaar verschillen. Die verschillen worden bepaald door de aard van de inlichtingen die meegedeeld moeten worden. In artikel 4 van de wet gaat het om de voorafgaande mededeling van gegevens betreffende iedere reis waarbij een beroep gedaan wordt op een vergunde maritieme veiligheidsonderneming, en in artikel 5 gaat het om de onmiddellijke mededeling van bepaalde incidenten die zich hebben voorgedaan tijdens die reizen.

Het is derhalve aangewezen om er in het voorliggende ontwerp ook twee onderscheiden bepalingen aan te wijden, rekening houdend met de volgende opmerkingen:

- wat betreft de voorafgaande mededelingen waarvan sprake in artikel 4 van de wet, lijkt de verplichting om dezelfde inlichtingen zowel aan de directeur-generaal van het directoraat-generaal Maritiem Vervoer van de FOD Mobiliteit en Vervoer mee te delen, als aan de dienst belast met de vlaggenstaatinspectie van dat directoraat-generaal, onnodig zwaar; in artikel 4 van de wet wordt overigens slechts een mededeling aan één dienst in het vooruitzicht gesteld en niet aan twee diensten;

- wat betreft de mededelingen die “onverwijld” dienen te gebeuren, waarvan sprake in artikel 5 van de wet, bepaalt dat artikel reeds dat de mededelingen gedaan moeten worden aan het Crisiscentrum van de regering; het is dan ook niet conform die wetsbepaling te stellen dat die mededelingen gedaan moeten worden aan de twee voornoemde diensten van de FOD Mobiliteit en Vervoer;

- de wijze van mededeling van de telefoonnummers of van de emailadressen waarvan gebruik gemaakt wordt voor de mededelingen, moet veel nauwkeuriger bepaald worden (bijvoorbeeld bij het versturen van een ontvangstbewijs naar aanleiding van de mededeling van de overeenkomsten, als bedoeld in artikel 3 van de wet, of door de bekendmaking van een bericht in het *Belgisch Staatsblad*).

2. In Franse versie van artikel 2, § 2, tweede streepje, behoort het woord “débarquement” gebezigd te worden in plaats van “désembarquement”, welk woord in het Frans duidt op het laten uitstappen van passagiers vóór het vertrek.

SLOTOPMERKING

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat het thans voorliggende ontwerp niet definitief wordt aangenomen en bekendgemaakt voordat de wet die er de rechtsgrond van vormt aangenomen en bekendgemaakt is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY